

n° 13

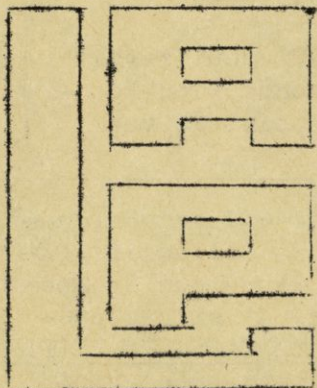
lundi  
13  
novembre  
1992

# APL Nantes bulletin régional de l'Agence de Presse Libération

Crise grave au sein de l'Agence de Presse Libération : le collectif  
 APL Nantes s'explique . . . . . p. 2 & 3  
 c a l e n d r i e r . . . . . p. 4  
 NANTES : manifestations de soutien aux peuples indochinois . . . . . p. 5  
 NANTES : la grève à Laving Glaces . . . . . p. 6  
 PONTIVY : grève au Lycée Agricole . . . . . p. 7  
 GUIDEL : troisième semaine de grève à la bonnetterie Corlay . . . . . p. 8  
 NANTES : manifestation lors de l'ouverture de l'hyper-marché Carrefour. . p. 9  
 ST-HERBLAIN : les stagiaires du centre FPA ont mis fin à leur mouvement . p.10  
 NANTES : tract du Comité de Lutte des Batignolles sur l'emploi . . . . . p.11  
 n o u v e l l e s     b r è v e s . . . . . p. 4, 11 & 12  
 NANTES : les objecteurs de conscience insoumis organisent un jeûne  
 public et une manifestation de soutien . . . . . p.13 & 14

S a i n t - N a z a i r e :   r é u n i o n   d ' i n f o r m a t i o n  
A . P . L .   v e n d r e d i   1 7   à   2 0 h . 3 0   à   l a  
F r a t e r n i t é ,   l   r u e   I l e - d e - F r a n c e  
 (tourner à gauche au feu en entrant à St Nazaire, puis 1° rue à droite)

L'Agence de Presse Libération, outil au service des luttes populaires, vit des informations envoyées par chacun : NOUS SOMMES TOUS DES CORRESPONDANTS A.P.L !



Agence de Presse Libération, 22 rue Dussoubs, Paris 2°  
 Directeur : Maurice Clavel. Imprimerie spéciale APL.  
 Prix : 1 franc.

Bureau Régional (adresse provisoire)  
 LIBRAIRIE 71, 29 rue J. Jaurès, 44000 Nantes.

Abonnements : 10 francs minimum les 12 numéros.  
 Timbres ou chèque à la Librairie 71. Abonnements en  
 nombre : 6 francs par exemplaire en supplément.

vente au numéro : NANTES : Librairie 71  
 St NAZAIRE : "Le Tiers Livre" av. Républi  
 que

CRISE GRAVE au sein de l'AGENCE de  
PRESSE "LIBERATION".

Le Collectif Parisien de l' A.P.L., dans sa circulaire du 31 octobre, nous déclare : "Le 22 octobre, l'APL était invitée à une conférence de propagande organisée par les maoïstes. Elle y a appris officiellement le projet du lancement prochain d'un quotidien à grande diffusion. Cette initiative, à laquelle certains d'entre nous ont participé activement, nous oblige à préciser notre système de travail et nos objectifs. En effet, comme l'APL, ce quotidien se propose de 'donner la parole au peuple'. Comme l'APL, il entend informer les gens, sans exclusive. Comme l'APL, il veut être un instrument de lutte sur le front de l'information. Comme l'APL enfin, il sera quotidien, mais à 100 000 exemplaires, au lieu de 300".

1- Pourquoi et comment a été créé le bulletin régional APL-Nantes ?

A l'origine, un groupe de militants voulait lancer un bulletin de liaison ouvriers/paysans : il s'agit de lutter sur le plan de l'information pour que les travailleurs de la région expliquent leur propre lutte. L'Agence de Presse "Libération" nous a offert un cadre plus large. L'APL avait les mêmes buts. Elle existait déjà. Elle s'était fait connaître en rétablissant la vérité sur le meurtre de Pierre Overney. Il y avait aussi plusieurs bulletins régionaux en province

2 - Raisons de la crise de l' A. P. L.

Le Collectif Parisien est partagé : "Certains d'entre nous pensent que ce quotidien doit se substituer entièrement à l'APL. D'autres, que l'APL doit préciser son orientation, en particulier par rapport à la presse bourgeoise".

Le lancement d'un quotidien par les  
"maoïstes" implique-t-il, oui ou non,  
la disparition de fait de l' A. P. L. ?

Le projet de quotidien, tel qu'il est présenté, serait simplement le prolongement de l'action commencée dans le cadre d'une agence de presse.

A notre avis, un journal et un bulletin d'agence de presse sont deux choses différentes :

- Une agence de presse populaire enregistre et répercute les informations. Elle est à la disposition de ceux, militants ou journalistes, qui veulent faire connaître les luttes populaires. Il y a 2 directions d'action :

- édifier une information populaire par le développement d'un réseau de correspondants directement liés à la production, au quartier... L' APL ne fait aucun choix, elle est par principe au service de toutes les organisations et de tous les individus en accord avec ces objectifs.

- combattre les mensonges de l'information bourgeoise. L'APL veut servir les journalistes dans leur lutte contre la censure et la conception bourgeoise du journalisme, pour la défense de la vérité et du point de vue populaire.

- Un journal développe une ligne, une stratégie politique : ce qui est par nature d'un autre ordre que le travail d'une agence de presse. Le Collectif Parisien de l'APL a appris le lancement de ce quotidien lors "d'une conférence de propagande organisée par les maoïstes". Soulignons, car ce n'est pas précisé, qu'il s'agit de "maoïstes" regroupés autour du journal LA CAUSE DU PEUPLE (Soulignons également que ce projet de quotidien n'était pas ignoré bien avant le 15 octobre d'une partie du Collectif Parisien.

Le Collectif APL-nantes affirme que le courant LA CAUSE DU PEUPLE n'est pas le seul à se préoccuper de promouvoir l'information populaire, et c'est sur une base unitaire que des militants aux conceptions diverses ont pu se regrouper. Notre position découle d'une position de principe, valable pour tout groupe et tout courant.

- Quel doit être le type de rapports entre une agence de presse et un journal ?

Tout récemment, nous avons noué des contacts avec le mensuel POLITIQUE-BRETAGNE. Le contrat est le suivant : chacun communique à l'autre toutes les informations qui peuvent l'intéresser. L'un et l'autre se complètent en toute indépendance, et leur action ne se situe pas sur le même plan : l'APL diffuse telle quelle l'information qu'elle reçoit; le journal la regroupe et l'analyse, selon sa propre perspective.

3 - Nous refusons de laisser dénaturer l' A. P. L.

- Les militants qui sont à l'origine du quotidien, et ceux qui en soutiennent l'initiative refusent jusqu'à présent de reconnaître les différences que nous avons soulignées.

- Ce quotidien s'appellera sans doute "LIBERATION". Ce titre entretient une confusion qui nous met devant le fait accompli. D'autre part, le bulletin national "APL-informations" est appelé à disparaître.

- Nous constatons que des militants se sont engagés sur la base d'un contrat politique précis. Nous estimons que ce contrat n'est plus respecté :  
+ ou bien nous devons subir cette modification unilatérale  
+ ou bien nous devons la refuser et dans ce cas il nous faut résoudre beaucoup de problèmes.

- Si cette fraction du Collectif Parisien de l'APL impose ses vues, elle risque fort d'amener des militants à se retirer de l'agence, ce qui compromettrait son existence. Peut-être est-ce le but recherché, pensent certains camarades de Nantes.

4 - que faire ?

Le collectif APL-nantes a exprimé à la réunion nationale du 5 novembre son désaccord face à une tentative de transformer l'APL sans l'avouer explicitement. Nous l'exprimerons à nouveau le 19 novembre à Paris, en invitant le Collectif Parisien à se prononcer clairement et par écrit sur ses intentions, et les bureaux APL de province à examiner la gravité de la situation : nous pensons que leur travail et le nôtre est menacé.

Nous proposons aux amis de l'APL et aux abonnés une Assemblée Générale le jeudi 16 novembre à Nantes à la Fraternité Protestante, 5 rue Amiral Duchaffault (près Place Mellinet) à 20 h 30.

Ce texte représente le point de vue du Collectif APL-nantes à l'unanimité sauf un camarade.

Nantes : en soutien aux objecteurs de conscience insoumis, grève de la faim du 10 au 17 novembre à la Fraternité Protestante, 5 rue Amiral Duchaufault. Vendredi 17 à 20h30, soirée d'information et de soutien.

P.T.T. : le 15 novembre grève pour l'amélioration du pouvoir d'achat et pour de véritables réformes catégorielles. (CGT-CFDT)

C.P.O., Celles s/Belle : Le Centre Protestant de l'Ouest nous communique son programme de novembre .

- 18/19 novembre : "l'agressivité, point de vue sociologique" avec René Loureau, sociologue. Début samedi 18 à 18 h. Inscriptions au CPO avant le 16; indiquer si on logera au CPO et si on y prendra déjeuners et diners.

- 24 au 26 novembre : "la vie des agriculteurs hier et aujourd'hui" vendredi soir : film sur la vie en Lozère il y a 40 ans. samedi : montage et discussion. dimanche : 3 témoignages; l'aménagement de l'espace rural (camps militaires du Larzac et de St Maixent) s'inscrire avant le 22 (CPO, 79370 Celles s/B. tel : (48) 26 80 44.)

Nous pensons utile de publier un calendrier des manifestations prévues. Les organisations sont invitées à les indiquer le plus tôt possible.

#### n o u v e l e s b r è v e s

Angers : à l'appel CGT/CFDT, le personnel de l'hôpital a défilé dans l'établissement pendant la réunion des directeurs hospitaliers et des services saniyaires. Ils protestent contre la détérioration du service et des conditions de travail dues au manque d'effectifs.

Vannes : grève le 9 à la mutualité agricole.

Mor-Bihan : - le 3, grève des techniciens PTT qui dénoncent les atteintes au service public, et sa dégradation, par manque d'effectifs.

- le 16, grève des employés communaux pour une augmentation de salaires.

Lorient : grève des dockers depuis mercredi 8 au port de Kergoise. Jeudi, 150 dockers ont manifesté sur le port.

Lorient : vendredi 10, débrayage de 2 heures de toute la métallurgie en solidarité avec les ouvriers lock-outés de Perrière. Grève à la fonderie de Kerjulande qui exigent le paiement des journées de lock-out et une prime de fin d'année. Grève tournante à l'atelier Bougard pour la prime de fin d'année.

Lorient : mercredi 8, débrayage d'une heure des travailleurs du port de pêche

Lorient : débrayages quotidiens d'une heure à la biscuiterie St-Sauveur, filiale de LU-Brun.

Lorient : les marins de commerce CFDT dénoncent la suppression de postes de Médecins des Gens de Mer (contrôle sanitaire) comme une atteinte à la santé des marins.

NANTES : les militants de "Révolution!" approuvent l'attaque contre I.B.M.

(communiqué) "Révolution!" salue les militants anti-impérialistes qui, à Nantes, ont attaqué dimanche 5 novembre le siège de l' I.B.M. boulevard Guisthau en brisant les vitrines et en inscrivant les mots d'ordre: "Nixon doit céder" et "U.S hors du Vietnam".

En s'attaquant à ce trust US qui fournit aux armées U.S et fantoche le peuple l'équipement électronique leur permettant de mieux massacrer Vietnamien, ces camarades ont clairement montré que le sol français n'est pas neutre pour l'impérialisme US et ses trusts de guerre.

Soutien total aux peuples d'Indochine jusqu'à la victoire finale.

NANTES : manifestation de soutien aux peuples indochinois le mardi 7 à 18 H

Nantes : plusieurs militants collant des affiches pour la manifestation de soutien à l'Indochine ont été arbitrairement intermelés et gardés toute la nuit. L'un d'eux a été frappé par un policier. Ces militants déclarent porter plainte contre la brutalité policière et le fichage systématique des militants intermelés, pratique courante et parfaitement illégale. Ils déclarent :

" Lundi 6 novembre vers 23 heures 30 nous collions une affiche appelant à la manifestation de soutien à l'Indochine à l'embranchement de la route de La Rochelle et de Pornic. Au moment de partir une 404 blanche nous coupe la route et son conducteur nous demande de sortir de notre véhicule. Il refuse de nous montrer sa carte de police et fait preuve d'une agressivité à laquelle nous n'avons pas répondu. Environ 3/4 d'heures plus tard, deux voitures de policiers en civil arrivent sur les lieux; ils vérifient nos identités, et commencent à nous fouiller. C'est à ce moment là que le conducteur de la 404 frappe violemment l'un d'entre nous sans qu'aucun geste ni parole de notre part n'ait été esquissé. L'intervention d'un de ses collègues arrêta ses violences. Conduits ensuite au commissariat, nous y avons passé la nuit. Au matin les interrogatoires commencèrent. Ils portèrent sur notre emploi du temps de dimanche, voulant nous donner une responsabilité dans l'affaire IBM. Après fichage de deux d'entre nous, pratique courante et illégale, nous fûmes relâchés vers 11 heures 45."

Nantes: Manifestation de soutien aux peuples Indochinois.

Nantes, le 7 novembre: Une manifestation de soutien aux peuples indochinois a eu lieu mardi 7 novembre à Nantes. Cette manifestation a été la plus importante jamais organisée à Nantes en soutien aux peuples indochinois. 300 personnes y ont participé dont un certain nombre de lycéens. Elle a été particulièrement dynamique, les slogans revenant le plus souvent étant : " Vietnam - Laos - Cambodge - Vive la guerre du peuple " . " Nixon doit céder , Indochine vaincra " . Nombreuses banderoles, drapeaux rouges, drapeaux Vietcongs et Nord-Vietnamiens. Elle a parcouru les rues du centre-ville pendant trois quart d'heures. Par cette manifestation appelée unilatéralement par le F S I, comité anti-impérialiste, Ligne Rouge, Ligue Communiste, Révolution, Spartacus, Les révolutionnaires nantais, ont montré leur soutien et leur solidarité avec les peuples indochinois en lutte.

NANTES : Manifestation contre le 11 Novembre

Nantes, le 10 novembre : à l'appel du comité anti-militariste, une cinquantaine de militants a distribué des tracts dénonçant le 11 novembre, armistice de 14 - 18, énorme boucherie où les peuples se sont entretués au profit des patrons. Ils ont scandé des slogans: " 11 novembre, des millions d'ouvriers morts pour les patrons " . " A bas l'armée des flics et des patrons " " L'armée brise les grèves et la jeunesse " .

NANTES : une journée de grève le 26 octobre à Laving Glaces pour la première fois dans l'entreprise.

L'entreprise : à Nantes, 250 ouvriers, surtout des femmes. Des succursales dans tout l'ouest.

Le travail : Lavage de vitres dans les magasins, cafés (regardez en ville les gars en vert avec l'échelle sur le dos et le seau à la main!). Ménage dans les bureaux, usines, facultés. Nettoyage d'immeubles neufs.

Le salaire : - femmes : le SMIC même après 10 ans de boîte.  
- hommes : embauchés au SMIC, après quelques mois certains sont augmentés de 10 ou 20 centimes, suivant la bonne humeur du patron. (salaire maximum actuel 5,10 F sauf pour 3 ouvriers qui par hasard s'opposent au syndicat)  
Ça peut changer?

L'action rencontre des difficultés/

- la dispersion du personnel en petits chantiers
- la précarité de l'emploi surtout pour les femmes (le 26 octobre des chefs ont menacé des femmes qui voulaient faire la grève de les licencier:elles sont venues au travail)
- du nombre du personnel de passage (beaucoup partent au bout de quelques semaines)

Partout des faits nouveaux montrent que la situation est en train de changer:une section syndicale CFDT s'est organisée depuis juin (80 adhérents).Des élections de délégués du personnel ont alors eu lieu et une première réunion de délégués avec la direction a été précédée d'une grève d'avertissement de 24 heures :la grève a été suivie à 70%(totallement sur les gros chantiers,partiellement sur les chantiers de 5,6 personnes).La première réunion n'a été en fait qu'une prise de contact entre direction et délégués.Les revendications du personnel :

- augmentation des salaires,
- suppression de l'arbitraire patronal par les salaires(avec une classification correspondant au travail réel)
- suppression de l'arbitraire des chefs pour l'attribution des heures de travail pour les femmes.

Le patron ne semble pas vouloir lâcher.Mais le personnel a montré qu'il n'est plus décidé à se laisser faire.

#### LORIENT:DEVELOPPEMENT DES LUTTES OUVRIÈRES DANS LA REGION DE LORIENT

Plusieurs conflits ont lieu actuellement dans la région de Lorient:

- les metallos lock-outés des Chantiers et Ateliers de la Perrière attendent que leur patron accepte de discuter avec eux.Celui-ci ne lèvera le lock-out que lorsqu'un accord sera signé.
- les ouvrières des établissements Corlay continuent leur grève.Avec l'aide d'une quarantaine de metallos qui étaient venus les aider,elles ont tenté le 8 d'occuper l'entreprise pour pouvoir discuter avec les non grévistes.
- les travailleurs de l'entreprise Marbresol,une quarantaine,ont obtenu mardi 7 des augmentations horaires allant de 80 centimes à 1,20 F après un débrayage d'une heure.Marbresol voisine de Corlay à Guidel

#### Lorient : Lock-out aux Chantiers de la Perrière

Aux Chantiers et ateliers de la Perrière, 250 ouvriers sont en grève depuis 2 semaines. Ils ont été lock-outés le mardi 7 pour une durée indéterminée. Les ouvriers sont allés sur tous les chantiers de la même firme pour appeler les ouvriers à des débrayages de solidarité. Ils sont également allés à la ville voisine de Guidel rencontrer les grévistes de Corlay

PONTIVY : grève au lycée agricole. (APL bretagne)

Lundi 6 novembre à 7h30, les élèves du Lycée Agricole de Pontivy, à la quasi-unanimité se sont mis en grève pour exiger un enseignant compétent en économie. Ils ont élu un comité de grève; des piquets de grève sont installés dans tous les couloirs. Le sous-sol du lycée est occupé et des salles y ont été organisées: salles de travail, salles de détente. Les élèves ont envoyé une lettre à leurs parents pour expliquer les raisons de leur grève. Dans le Lycée, des affiches insistent sur l'importance de la solidarité et de l'unité à maintenir. Ils ont fait et distribué au lycée d'état de la ville le tract suivant :

" grève des élèves au Lycée Agricole de Pontivy. Pourquoi ?  
 "absence de prof d'économie depuis le 3 octobre, devant assurer 13 heures  
 "de cours dans 3 classes dont 2 terminales. Malgré les différentes démarches  
 "auprès de l'administration du Lycée et du ministère de l'Agriculture par  
 "l'Association des Parents d'Elèves : satisfaction n'a pas été donnée.  
 "Nous avons réagi par la seule action possible : la grève. Depuis le lundi  
 "6 novembre à 8 h., tous les élèves du Lycée Agricole de Pontivy boycottent  
 "les cours et les études. Ce mouvement ne prendra fin qu'à la satisfaction  
 "de nos revendications. Soyons solidaires. Des élèves conscients du problème"  
 Ils ont écrit aussi à tous les lycées où ils avaient des contacts et ont  
 envoyé des communiqués aux 3 journaux locaux. Le 8, le directeur les a  
 placés devant l'alternative suivante : "ou bien vous arrêtez la grève dès  
 "demain matin et je continue à vous chercher un professeur, ou bien vous  
 "continuez la grève et dès demain j'applique la circulaire GUICHARD et j'ar-  
 "rête toutes mes démarches auprès du ministère pour vous obtenir un prof-  
 "fesseur;"

Pour parer à l'éventualité de la circulaire Guichard, les élèves avaient  
 envoyé le 7 à chaque parent une feuille ronéotée expliquant leur grève et  
 disant notamment :

"Nous vous demandons, dans l'intérêt collectif, et dans celui de votre en-  
 "fant, de ne pas vous déplacer et surtout de n pas accepter les conditions  
 "de réadmission exigées par le chef d'établissement".

Mercredi 8, les professeurs et le personnel du lycée ont fait grève grâce  
 au vote favorable aux élèves du personnel de cuisine et de service. Le même  
 jour, plus de 80 % des élèves votent la poursuite de la grève.

GUIDEL (56) : troisième semaine de grève à l'entreprise CORLAY

Les ouvrières de l'entreprise de bonneterie "ORALY" appartenant à Mme  
 Corlay, à Guidel, se sont mises en grève le 16 octobre. Les revendications  
 - augmentation générale de 0,40 l'heure pour toutes - prime de transport  
 de 23 f. l par mois - prime d'équipe de 6 f. par jour - pas de sanction  
 pour faits de grève - application des nouveaux horaires de travail  
 - pour le droit syndical. (La création de la section syndicale C.F.D.T.  
 est toute récente; pendant des années, Mme Corlay a licencié systématiquement toutes celles qui ont tenté de monter une section)

Lundi 6, une grande partie des grévistes ont commencé à bloquer l'entrée  
 du parking. Sept gendarmes arrivés très rapidement les en ont empêchées.  
 Vers 8 heures, une vingtaine de non-grévistes en voiture se sont rassem-  
 blées à quelques centaines de mètres de l'usine autour des cadres de la  
 maison. Elles sont ensuite rentrées dans l'usine en cortège avec leurs  
 voitures, précédées des cadres et une voiture de la gendarmerie. Elles ont  
 été accueillies par les huées des grévistes. Corlay assistait en personne  
 à tous ces événements. Elle avait avisé depuis 2 jours la presse locale  
 que des heurts pouvaient se produire ce matin là entre grévistes et cadres

(Guidel.....) Le soir et toute la nuit, les grévistes ont bivouaqué devant l'usine, tandis que les cadres et la direction campaient à l'intérieur. Le piquet de grève a bénéficié de l'appui de la population alentour

mardi 7 : la direction a négocié avec le syndicat autonome une augmentation de salaire et des relèvements de salaire, derrière le dos des grévistes

mercredi 8 : des ouvrières grévistes racontent :

"Il était 11h30 ce matin; on était en train de préparer un ratade chou pour le déjeuner. On était une quinzaine de grévistes, un peu découragés. On a vu que 5 filles avaient entrepris à 8h30. Et puis, on a vu arriver tout plein de voitures; c'était des hommes qu'on

ne connaissait pas, mais ils nous ont dit, aussitôt, qu'ils étaient métallos à Lorient; en grève tournante depuis 4 semaines, lock-outés depuis 2 jours et qu'ils venaient nous donner un coup de main. Ils étaient une cinquantaine. On a discuté; ils disaient qu'on aurait du empêcher les filles de rentrer, qu'ils ne fallait pas avoir peur des flics.

Depuis le matin on voulait rentrer dans l'usine, pour empêcher les non-grévistes de travailler. Quand elles étaient rentrées au boulot à 8h30, elles ne nous regardaient même pas alors qu'on leur adressait la parole;

Ca nous avait tellement énervées qu'on voulait, non seulement rentrer dans l'usine, mais même leur taper dessus, mais on n'osait pas: il y avait 2 estafettes de gendarmerie sur le parking, trois autres à 500m et les cadres à la porte qui surveillaient l'entrée.

C'est pour ça que quand on a vu les gars arriver, on a sauté de joie. On s'est dit qu'on allait pouvoir réussir.

Vers midi et 1/4 on est parties vers l'usine avec les métallos. On était 65 femmes et hommes à crier "Carlay salope le peuple aura ta peau". Les flics n'osaient pas intervenir parce qu'ils avaient peur des métallos. Un a franchi la barrière; les cadres en nous voyant ont tout de suite eu peur. Ils sont rentrés dans le bâtiment; ils ont fermé à clé toutes les portes et même les volets. On a d'abord essayé d'ouvrir; on n'y est pas arrivé. Alors un métallo s'est énervé, il a défoncé une porte. FALLER (un cadre) est sorti, en disant que c'était pas la peine de s'énervé; mais un gars l'a pris par le colback; il l'a soulevé de terre et il l'a cogné contre le mur. Tout le monde rigolait. Un métallo lui a dit "C'est pas normal que vous tapiez sur les filles." A ce moment les filles ont dit que c'était pas lui qui avait tapé, mais RICARDEL, on l'a laissé et on est rentré tous dans l'usine.

Il y avait plein de cartons sur le passage et tous les cadres, sauf RICARDEL qui était avec les flics, et FALLER qu'on avait condamné à rester dehors les déléguées syndicales autonomes étaient avec la direction.

On s'est engueulés pendant 10mn, mais ce que l'on voulait c'était discuter avec les filles. Mme CORLAY ne voulait pas les laisser sortir avant que nous ne soyons derrière la barrière, alors, on est sortis. Les non-grévistes criaient sur nous. On leur demandait "Vous ne voulez pas de prime de transport, de prime d'équipe?" Elles répondaient "Non." Il était midi, c'est à ce moment qu'on est reparties. Tout ça, ça nous a remonté le moral, c'est grâce aux métallos qu'on a pu le faire. Ils ont dit qu'ils reviendraient pour empêcher les filles d'aller travailler.

#### TRACT CFDT SUR LE CONFLIT AUX ETS. CORLAY A GUIDEL

Lundi 2 novembre, le matin:

une réunion paritaire avait lieu sous la présidence de l'inspecteur du travail; cette réunion, bien que n'amenant aucun avantage financier aux grévistes, était jugée bonne quant au principe:

- modification d'horaire
- chômage partiel la journée du 18 octobre 72, payé
- garantie d'un salaire minimum

l'après-midi:

les grévistes réunies en A.G. à l'union locale CFDT de Lorient décidaient



donc de reprendre le travail le lundi 6 novembre.

La direction et l'inspection du travail en furent averties et il fut même décidé que les deux responsables de chaîne iraient, le vendredi 3 à 14h, à la direction afin de voir les modalités d'application de la ren- trée.

Vendredi 3 novembre, à l'embauche du matin, Mme CORLAY, patronne des établi- sements ORALY décidait de remettre en cause le protocole d'accord sur le- quel nous étions d'accord. Elle parvint même à envoyer le personnel non- gréviste à l'inspection du travail de Lorient afin que les filles renoncent à l'accord.

#### CE QUI EST VRAIMENT UN COMBLE POUR DES TRAVAILLEUSES

Il faut dire que le PATERNALISME de Mme Corlay agit encore bien sur une partie du personnel.

Il faudra bien que pourtant, un jour, ce personnel connaisse LE VRAI VISAGE DE LA DIRECTION car en fait tout le conflit tourne autour d'un pouvoir patro- nal arbitraire et féodal.

La direction ne peut admettre que des ouvrières remettent en cause ses décisions ou ses façons de voir les choses.

Le vendredi 3 novembre à 17h30 un AFFRONTMENT très dur avait lieu entre la direction, les cadres et agents de maîtrise (hommes) et les travailleuses : en grève.

La provocation des cadres et de la direction engendrait des heurts avec le personnel en grève.

IL EST INFAMANT pour ces hommes d'avoir frappé des femmes et même des très jeunes filles.

LA DIRECTION PORTE L'ENTIERE RESPONSABILITE du prolongement du conflit et du durcissement compréhensible qui en est la conséquence.

Vous qui lisez ce tract pensez que les grévistes comptent sur vous

Soutenez-les financièrement et moralement.

en organisant des collectes et en venant les voir sur les lieux de la grève Zone Industrielle de GUIDEL

La lutte continue.

---

#### CARREFOUR-NANTES:

A grand renfort de publicité, CARREFOUR-NANTES, le plus grand hypermar- ché de l'Ouest ouvrait ses portes le 8 novembre.

A 19h = une trentaine de personnes ont distribué le tract suivant:

#### "CARREFOUR ECRASE... LES TRAVAILLEURS

Carrefour se dit être à l'avant-garde des supermarchés: immense commode, moins cher. Il se vante d'avoir réalisé l'exploit de monter son maga- sin en quatre mois - avant les fêtes de Noël - alors qu'il aurait fallu un an dans des conditions normales.

A quel prix s'ouvre le magasin?

-Maçons, plâtriers, électriciens, peintres etc... ont travaillé en même temps dans des conditions dangereuses: rythme de travail élevé, longs horaires - 60h en moyenne, de jour et de nuit - sans aucune sécurité. Un peintre est tombé d'un échafaudage de 6 mètres, grièvement blessé.

-Il n'y avait que 2 WC et 1 point d'eau pour 500 travailleurs

-Tout le carrelage du magasin a été gratté à la lame de rasoir et à l'amme- niaque par des travailleurs immigrés.

-Dans les même temps, l'approvisionnement et la mise en rayons ont été effec- tué par les employés de Carrefour, tous embauchés à l'essai pour un mois: cela a permis à la direction de les faire travailler au maximum de leurs possibi-

tés TOUS LES JOURS ILS FAISAIENT DES HEURES SUPPLEMENTAIRES NON PAYÉES (1/4d'h., 1/2h., jusqu'à 2h.)

-5 caissières - pour des raisons vestimentaires et de présentation (elles doivent attirer le client) ont été renvoyées alors qu'on leur avait dit à l'embauche de s'habiller simplement pendant l'installation du magasin. Le tri n'est certainement pas terminé. Pérez, le directeur, prévoit 15°/° de "déchet".

-D'anciens flics et militaires ont été embauchés pour surveiller les employés et ouvriers, avant d'espionner à leur tour les consommateurs.

-De nombreux petits commerçants des quartiers périphériques (Carquefou, Sucé, Ste Luce) jusqu'à Nort/André, vont se retrouver au chômage.

A NOUS CONSOMMATEURS, Carrefour comme les autres supermarchés incite à nous faire acheter plus et à nous prendre plus de "fric".

-par la présentation des stocks de marchandises

-par la grandeur des caddies: oseriez-vous n'y mettre qu'un tube de dentifrice?

- par l'ambiance musicale que les employés doivent supporter toute la journée

-par la publicité, payée par les consommateurs, les machines à laver la vaisselle entr'autres.

Ce que nous arrachons aux patrons, ils nous le reprennent à la consommation!!..

Des travailleurs conscients...

Des consommateurs avertis...

---

Après la distribution, la police est intervenue et a arrêté 4 personnes sur le parking du magasin. Après les avoir conduites au tribunal pour subir l'interrogatoire d'usage, elles ont été relâchées vers 21h.

---

SAINT-HERBLAIN: Les stagiaires du Centre F.P.A. de Nantes-ST; Herblain ont mis fin à leur mouvement (cf. APL NANTES n°12)

La grève de la cantine décidée par les stagiaires le Jeudi 2 novembre s'est terminée le mardi 7 novembre. Ce mouvement avait pour but de refuser le système de distribution des repas, imaginé par la direction de la cantine, qui encaférait les stagiaires au Centre et qui leur faisait perdre de l'argent à chaque repas non pris au centre.

Cette grève a été suivie par l'ensemble des stagiaires (environ 90% d'entre eux). C'est la première fois depuis de très nombreuses années qu'une lutte d'une telle ampleur est menée au Centre FPA de Nantes.

Les délégués des stagiaires, élus par eux dans chaque section, ont décidé la fin de la grève après un vote qu'ils ont organisé dans les sections.

Les résultats: la direction du restaurant FPA a légèrement assoupli le système qu'elle comptait mettre en place, mais le principe de ce système (repas obligatoire au Centre, sauf "excuse valable") reste inchangé.

Pourquoi ce demi-échec?

L'organisation matérielle de la grève de la cantine n'a pas été parfaite. Seules quelques sections ont réussi à organiser collectivement l'achat de la nourriture remplaçant les repas de la cantine.

-La dispersion des stagiaires en différents ateliers, aux horaires différents n'a pas permis aux stagiaires de se rendre effectivement compte de la force qu'ils représentaient tous unis.

-La direction du restaurant a su faire de certains moniteurs du Centre ses port-paroles auprès des stagiaires en négociant avec les moniteurs, et non avec les stagiaires, un compromis qui mettait pas en cause le système qu'elle voulait imposer.

-La direction du restaurant a essayé d'intimider les stagiaires et de les diviser.

Malgré cet échec relatif du mouvement, les stagiaires ne sont pas vraiment battus, car la volonté de lutte n'a pas disparu du Centre.

Nantes: Tract du Comité de Lutte BATIGNOLLES à propos des menaces sur l'emploi

OUVRIER, ON T'A PRESSE COMME UN CITRON, MAINTENANT DEHORS.

Comme on dit, on travaille pour gagner son bifteck, mais si on nous enlève le droit au travail... ça va plus.

Et quand M. Luemberger décide de mettre dehors entre 100 et 150 personnes, il a l'air de trouver la chose normale.

M. Luemberger à tort. Même si ce "mosieur" à eu jusqu'ici de belles manières, de belles paroles, et du "savoir-faire" auprès de l'ouvrier, il montre aujourd'hui, ce qu'il est: UN LARBIN DE LA GROSSE FINANCE. C'est ce larbin là que nous avons sous la main, et c'est à celui-là qu'il faudra le moment venu, demander des comptes sur la façon d'agir de tous ces trusts, sur cette façon d'écraser les gens qui font tourner "leurs usines".

Et qui veulent-ils licencier? Evidemment toujours les mêmes, les "petits", c'est à dire les ouvriers.

Et qui va être chargé de dresser les listes? La maîtrise. Pour celle-ci se pose dès maintenant cette question: accepter ou refuser cette sale besogne; choisir son camp: celui du patron ou celui de l'ouvrier.

L'ouvrier, lui, ne demande qu'à travailler, de ses mains, avec conscience pour le bien commun, pour gagner sa croûte.

QUE VEULENT DONC TOUS CES "MESSIEURS", TOUS CES CHAMPIONS DES GUELETONS ET DE LA PARLOTTE?

-de l'argent?... ils en ont plein leurs banques.

-Ou bien briser l'ouvrier pour qu'il ne s'en sorte pas?

LE COMITÉ DE LUTTE, QUI N'A AUCUN INTERET D'ARGENT ET QUE VEUT L'OUVRIER S'EN SORTIR APPELLE LES TRAVAILLEURS DES BATIGNOLLES:

-à être intretables sur le droit que tout ouvrier a de gagner sa vie

-à refuser de supporter les conséquences d'une mauvaise gestion, n'étant en rien responsables de l'ingérance, du gaspillage, de décisions prises par une maîtrise incompétente.

-à s'opposer à toute déportation de travailleurs dans des régions dites industrielles.

-à dénoncer toute concession syndicale, ce qui ne manquera pas d'arriver dans cette affaire.

LE COMITE DE LUTTE APPELLE EGALEMENT LES TRAVAILLEURS A S'ORGANISER SUR LA BASE DE LEUR ATELIER (spécialement en mécanique)

-pour noter les numéros des dossiers qui s'en vont en sous-traitance.

-pour faire la liste des machines que la direction envisage d'enlever.

-pour dresser la liste de tout "souçon" à haut coefficient, ou tout

"double-emploi" (style DE FONCLARE: capitaine d'artillerie et chef du personnel) prélevant la paye de plusieurs compagnons.

Il faut se renseigner sur l'adresse des jeunes actuellement à l'armée.

LE COMITE DE LUTTE DES BATIGNOLLES.

## NOUVELLES BREVES

Discussion paritaire de la métallurgie en Vendée:

demandée par la CGT et la CFDT, la délégation patronale refuse le relèvement des taux minima des catégories professionnelles basée sur un minimum de 1000f par mois pour 40 heures, elle propose à la place un relèvement de 2%, ce qui revient à un salaire mensuel de 863 f.

La Roche s/Yon: Deux heures de greve à la Mutualité Sociale Agricole.

Pas de travail de 8 à 10 heures afin de soutenir les revendications: revalorisation des salaires, véritable convention collective, formation professionnelle, travail à mi-temps.

Maine & Loire : Le 3 novembre, après 10 jours de grève, les ouvriers du bâtiment du Choletais votent à 97 % la poursuite de la grève. La centrale à béton de Chupin à Cholet a été bloquée complètement par le sabotage du ruban du monte-charge.

A partir du lundi 6, la grève s'est progressivement étendue à tout le Maine & Loire pour être généralisée le 9. Revendication : amélioration des salaires et rattrapage minimum de 30 centimes, comme les ouvriers du bâtiment de Loire-Atlantique l'ont obtenue début octobre.

Angers (le Fresne) et Montreuil-Bellay : grève aux lycées agricoles lundi 13 pour protester contre le manque de crédits.

Angers : grève de 2 heures le 9 à l'UAP (Union des Assurances de Paris) des 115 employés et agents de maîtrise pour protester contre les conditions de travail, pour une prime de 100 francs, le droit aux tickets-restaurant et 1/2 heure d'information syndicale par trimestre comme à Paris.

Angers : fermeture le 1<sup>o</sup> janvier prochain de la clinique St-Claude. Le personnel fait l'objet d'un licenciement collectif.

Graiville (Manche) : grèves aux Biscottes Magdeleine (filiale de LU-Brun)

Segré : grève au C.E.T. le 9 à 80 % des enseignants.

Angers : création d'un comité d'usagers des transports publics. Il veut dénoncer la dégradation de ce service public et l'augmentation du prix des tickets. Son objectif à long terme est la gratuité totale des transports en commun en ville.

Cholet : jeudi 9, débrayage à 90 % des O.S de Thompson-C.S.F pour revendiquer une augmentation de 30 centimes de l'heure pour tous et des révisions catégorielles.

Angers et Saumur : lundi 6, les travailleurs de l'entreprise de transports LUCAS-UNDERBERG se sont mis en grève pour les 1000 francs par mois et pour l'amélioration des conditions de travail. Les chauffeurs de camions dénoncent le système des primes qui constituent jusqu'à 60 % du salaire. Et les oblige à rouler toujours plus vite et plus longtemps. Cela accroît la rentabilité du matériel pour le patron, mais ce sont les chauffeurs qui en subissent les conséquences : au bout de quelques années ils doivent s'arrêter; d'autre part, le nombre d'accidents dus aux camions augmente. Le 9, le personnel reprend le travail avec une augmentation de 30 centimes et certaines autres améliorations.

Cholet : Lors de l'ouverture de l'hyper-marché, le personnel proteste contre le travail les jours fériés, en soulignant que les employés n'ont même pas deux jours de repos consécutifs en fin de semaine.

St Bartélémy (près Angers) : le Groupe d'Action Municipale dénonce le projet de logements collectifs qui amènerait la destruction du bois de la Vénaiserie, à l'heure où on parle tant de protéger l'environnement.

Angers : le directeur de la corderie COURANT a licencié le secrétaire syndical CGT le 30 octobre. Le 3, les travailleurs ont menacé de faire grève. Le délégué a été réintégré, et ils ont obtenu satisfaction partielle de leurs revendications avec une prime de fin d'année équivalant la moitié d'un 13<sup>o</sup> mois.

Montreuil-Belfroy (49) : fin octobre, les ouvriers de Cégédur (filiale de Péchiney) ont fait plusieurs arrêts de travail.

## NOUVELLES BREVES

Vendée: Greve dans l'enseignement agricole public.

Les sections syndicales S.N.E.T.A.P. du Lycée agricole de la ROCHE S/YON; du college agricole de FONTENAY LE COMTE et du college agricole de LUÇON-PETRE seront en greve le lundi 13 novembre. Les enseignants s'opposent au refus de titularisation des agents contractuels, à l'absence totale de plan de resorption de l'auxiliarat, aux suppressions des classes et de postes budgetaires, entrainant des licencements du personnel.

CHALANS: La greve des C.E.T.

Comme leurs colleges, les enseignants du C.E.T. de Challans ont fait greve les 9 et 10 novembre. 14 enseignants titulaires sur 26 ne verront aucune amelioration de vie et de travail. Dix maitres auxiliaires sur 26 recoivent des traitements proches du SMIC et sont sans garantie d'emploi. Seul 2 enseignants verront peut-être dans 3 ans une revalorisation réelle.

ORNAY: Le Comité de défense des consommateurs a regroupé une centaine de personnes afin de beneficier des approvisionnements necessaires suite au refus des pouvoirs publics concernant l'implantation d'un grand magasin dans le quartier.

PLOERMEL: le 2 novembre, les travailleurs de l'E.D.F. ont fait greve à l'appel de la CFDT. Ils denoncent la suppression de districts qui se traduira par une deterioration du service public.

NANTES: Grève aux établissements Delafoy SA - 30 octobre  
Depuis lundi matin, les mensuels (collaborateurs et agents de maitrise) ont décidé une grève générale illimitée pour obtenir:

- la suppression du travail le samedi: travail sur 5 jours
- le respect de la convention collective en appliquant les coefficients prévus par les travaux effectués.
- le paiement de cette année du 13<sup>e</sup> mois, supprimé il y a quelques années et promis pour ...1974

Après 2 entrevues avec les délégués, la direction de l'entreprise maintient son refus de:

- le paiement d'un treizième mois dès cette année, de relèvement de certains coefficients. Elle accepterait toutefois certains aménagements pour le travail sur 5 jours, qui ne donnent pas satisfaction à la totalité du personnel concerné.

La grève continue.

NANTES: Grève chez Decré

A l'appel de la CFDT les employés du magasin se sont mis en grève le jeudi 2 Nov les revendications portent sur une revalorisation des salaires (pas de salaire inférieur à 1000 F) le salaire de base étant de 700F par mois et le 13<sup>e</sup> mois. La grève pris fin le 3 nov., les grévistes ayant obtenu une revalorisation en décembre de 2% pour les salaires les plus bas, l'équivalent de la moitié d'un 13<sup>e</sup> mois. uniforme pour 73 et une prime uniforme équivalente à un mois.

NANTES: débrayage d'une heure à Dubigeon-Normandie.

Suite à un accident de travail qui aurait pu avoir des suites mortelles, le personnel a débrayé le 4 novembre à l'appel de la CGT et La CFDT pour manifester son mécontentement contre les mauvaises conditions de travail.

...the ... of ...  
...the ... of ...  
...the ... of ...

...the ... of ...  
...the ... of ...  
...the ... of ...

...the ... of ...  
...the ... of ...  
...the ... of ...

...the ... of ...  
...the ... of ...  
...the ... of ...

...the ... of ...  
...the ... of ...  
...the ... of ...

...the ... of ...  
...the ... of ...  
...the ... of ...

...the ... of ...  
...the ... of ...  
...the ... of ...

...the ... of ...  
...the ... of ...  
...the ... of ...

**EN SOUTIEN AUX 2**

**OBJECTEURS NANTAIS**

**INSOUMIS** a l'Office National des Forêts

- Venez dialoguer -

4 Personnes font une Grève de la Faim

à la Fraternité Protestante

5, rue Amiral Duchaffault. (Nantes)

Du 10 au 17 Novembre.

**SOIREE D'INFORMATION**

**ET DE SOUTIEN**

Vendredi 17 Novembre à 20h30

SALLE de la **FRATERNITE**

Avec la participation des "Compagnons de Misaine"

(folk-song Celtique)

---

---

# ALERTE !

## POURQUOI PLUS DE 60 OBJECTEURS DE CONSCIENCE RISQUENT-ILS 2 ANS DE PRISON ?

ILS REFUSENT DE REJOINDRE LEUR AFFECTATION A L'OFFICE NATIONAL  
DES FORETS (O.N.F) SE METTANT AINSI EN SITUATION D'INSOUMISSION.

PARCE QUE : Le décret d'août 1972 traduit une volonté d'embrigadement  
para-militaire en leur "interdisant tout actes, tout propos  
et toute attitude contraire aux intérêts de la nation", et  
en leur supprimant les droits politique, syndical, de réunion  
et d'expression;

PARCE QUE : L'O.N.F auquel le gouvernement a décidé de les affecter est  
un établissement à caractère industriel et commercial, dont  
le seul but est la recherche du profit et non la protection  
de la nature...;

PARCE QUE : Un service auprès des migrants, des handicapés, des jeunes, ...  
leur semble plus utile et leur permet ainsi de concrétiser  
les idées qui étaient à la base de leur objection;

PARCE QUE : Le gouvernement veut les isoler en les affectant individuel-  
lement dans les forêts, espérant ainsi limiter la portée de  
leur action contre l'armée.

\* Faites connaître les raisons de leur refus.

\* Participez aux actions de soutien.

### RENSEIGNEMENT :

comité de soutien aux objecteurs  
de conscience (inseumis O.N.F)  
57 rue des hauts pavés 44000 NANTES

### SOUTIEN FINANCIER :

Marie Eugène Héraud  
CCP: 2874.05-NANTES

IMP: spéciale du comité.